
PRÉCARITÉ ENERGETIQUE

L'URGENCE D'UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE MUNICIPALISTE !

Nous sommes déjà 12 millions de personnes en France à vivre en situation de précarité énergétique : nous sommes des millions à vivre dans des passoires énergétiques, à renoncer à nous chauffer, et à voir notre logement se détériorer en même temps que nos fins de mois et notre santé.

Depuis plusieurs mois, les prix de l'énergie flambent parce qu'ils dépendent des marchés mondialisés et menacent de faire exploser la précarité énergétique.

Cette nouvelle crise est intrinsèquement liée aux vagues de privatisations et de libéralisation successives (et excessives) qu'a subies le secteur de l'énergie ces vingt dernières années. Si le Covid-19 est un déclencheur, les responsables de cette crise sont bel et bien les décideurs politiques d'hier et d'aujourd'hui !

C'est pourquoi nous accusons ceux qui ont détruit le service public de l'énergie pour faire de l'énergie une marchandise comme les autres, lucrative et spéculative, alors qu'elle répond à nos besoins fondamentaux (se chauffer, s'éclairer, cuisiner,...). Ceux qui promettaient que la concurrence ferait baisser les prix nous ont pris pour des imbéciles puisque cela n'a jamais été avéré.

Nous accusons ceux qui ont orchestré notre dépendance à l'énergie en favorisant le tout-voiture, les logements mal-isolés, l'étalement urbain et les industries les plus énergivores et polluantes. Il est temps de sortir de l'ébriété énergétique qui va de pair avec une répartition de plus en plus inéquitable de l'énergie et notre auto-destruction.

Nous accusons ceux qui tentent de nous rendre individuellement responsables de notre santé, alors que nous sommes nombreux à "tomber" malade du fait de nos logements mal-isolés. Nous accusons la lâcheté politique qui consiste à toujours repousser la date d'obligation d'isolation des logements.

Nous accusons ceux qui pensent régler le problème en nous saupoudrant d'aides ponctuelles et de mépris à la veille des élections. Nous leur répondons que la colère des Gilets jaunes est toujours là et qu'elle ne tarit pas.

Nous qui habitons aux quatre coins de la France, nous, mouvements municipalistes, nous appelons l'État et les collectivités territoriales à prendre leurs responsabilités et à répondre à l'urgence pour éviter l'explosion de la précarité énergétique et garantir un accès équitable à l'énergie.

Nous appelons également tous les habitants et habitantes de ce pays à nous auto-organiser. Entraidons-nous, allons aider celles et ceux qui vont avoir froid cet hiver, et soutenons-nous matériellement, administrativement et politiquement. Et demain, reprenons-en main la politique énergétique localement.

NOUS PROSONS DE :

RÉPONDRE A L'URGENCE

Garantissons un accès aux moyens de subsistance et ainsi à une vie digne à toutes et tous en instaurant la gratuité d'une quantité minimale d'électricité et de gaz.

Cela peut passer par des achats groupés auprès de fournisseurs alternatifs ou la création de fournisseurs d'énergie locaux à l'échelle municipale.

Organisons une mobilisation générale contre la précarité énergétique partout dans le pays. Que les mairies envoient des équipes de terrain allant vers les gens, chez les habitant·e·s pour leur venir en aide matériellement (distribution de rideaux isolants thermiques, boudins de porte, film adhésif pour vitre simple, matériel pour réparer des fenêtres cassées,...) et administrativement (régler les non-recours au chèque-énergie et autres aides...).

MENER UNE POLITIQUE AMBITIEUSE DE RÉNOVATION DES LOGEMENTS ET DE SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

Cessons de repousser l'obligation de rénover les passoires énergétiques (étiquettes F et G) et donnons les moyens aux bailleurs sociaux pour qu'ils réalisent massivement et rapidement la rénovation de nos logements sociaux.

Créons des "guichets uniques" de l'énergie sur nos territoires, avec des moyens humains à la hauteur du défi capables de déployer des équipes sur le terrain pour proposer un accompagnement complet sur le volet "énergie" (déplacement, économies d'énergie, installation chauffages et panneaux solaires, rénovations complètes et performantes, choix des contrats de fourniture, etc.).

Généralisons les "permis de louer" pour tous les logements de plus de 15 ans afin de s'assurer que plus aucun logement insalubre ni passoire ne soit mis sur le marché et apportons une vraie réponse face aux marchands de sommeil.

CRÉER DES SERVICES PUBLICS LOCAUX DE L'ÉNERGIE ET DÉMARCHANDISER L'ÉNERGIE

Refondons un service public de l'énergie localement, en exigeant de l'État qu'il donne les moyens financiers, politiques et techniques aux collectivités locales de concrétiser la nécessaire bifurcation énergétique. Parce que chaque territoire est différent, parce que les ressources sont locales, qui mieux que les communes peuvent être à même de faire des choix sur la réponse aux besoins des habitant.e.s.

Construisons ainsi des services publics locaux de l'énergie, gérés démocratiquement par leurs usagers et usagères, qui prennent en charge la production décentralisée d'énergie, la fourniture et la lutte contre la précarité énergétique. Cela implique également de donner aux collectivités les moyens de pouvoir reprendre en main les services de chauffage aujourd'hui délégués au privé qui marchandise un besoin fondamental.

C'est le meilleur moyen de mener une transition écologique de manière démocratique et de prendre en compte les besoins des personnes, en particulier celles qui subissent de plein fouet les inégalités sociales et les crises.

CONSTRUIRE NOTRE AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE À TOUTES LES ÉCHELLES

De nouveaux épisodes de flambée des prix de l'énergie vont se produire. Nous ne pouvons accepter qu'une hausse de la consommation en Asie ou ailleurs ait un tel effet sur les prix de l'énergie en France.

Nous devons organiser l'autonomie énergétique nationalement et localement, à toutes les échelles pour retrouver la maîtrise nécessaire pour mettre en œuvre la transition écologique

La France doit disposer des moyens concrets de créer des moyens de production répondant aux enjeux d'écologie et de sécurité de la population tout en sortant des logiques de prédatons néocoloniales sur les pays disposant de ressources énergétiques.

La recherche d'une production, fourniture et distribution énergétique à l'échelle la plus proche de sa consommation permettra de réinterroger nos besoins collectifs en énergie, et donc nos modes de vie.

Nous porterons ces propositions à l'occasion de la journée contre la précarité énergétique, le 10 novembre prochain pour faire de l'accès à l'énergie et à un logement sain et digne les préoccupations majeures des pouvoirs publics et un terrain d'entraide pour les habitantes et habitants.

NOUS, COLLECTIFS MUNICIPALISTES

LISTE DES SIGNATAIRES



- Archipel Citoyen (Toulouse)
- Nous Sommes (Montpellier)
- Gauche Écologiste et Populaire (Valence)
- Nantes en commun (Nantes)
- L'Alternative ! Endavant (Perpignan)
- Seine Saint Denis au coeur (Seine Saint Denis)
- Ambition commune de Tourcoing (Tourcoing)

VOUS SOUHAITEZ SIGNER CETTE TRIBUNE ?

